

Lutte de classe

Sarkozy : "si la Commission décide c'est parce que les chefs d'Etat et de gouvernement l'ont voulu ainsi"

Lors du Conseil national de l'UMP qui s'est tenu samedi 5 juillet, Sarkozy a rendu un hommage appuyé à l'Union européenne, en s'engageant à prendre ses responsabilités : « *Jamais je ne prendrai comme bouc émissaire une Commission qui est par ailleurs utile* », répondant à Barroso qui s'était exprimé dans le même sens avant lui : il faut « *avoir le courage de ne pas céder à la tentation parfois très facile de rendre toujours responsable Bruxelles chaque fois qu'il y a des difficultés* ».

Ils ont raison, la responsabilité de Sarkozy est totale dans la mise en oeuvre destructrice de nos droits et acquis, car c'est lui qui a signé le traité de Lisbonne et qui l'a fait ratifié par la voie parlementaire, comme c'est lui qui met en application la politique de Bruxelles et personne d'autre.

A ce titre, je me demandais si au lieu de faire signer une pétition pour exiger un référendum sur ce traité, il n'aurait pas mieux valu en faire signer une pour exiger qu'il retire sa signature. Par ailleurs, chacun sait qu'il n'y aura pas de référendum et que Sarkozy ne retirera pas sa signature.

Sur le plan tactique, exiger qu'il retire sa signature, cela me paraissait plus approprié, car c'était tenir compte du lien qui existe entre le sommet de l'Etat et l'Union européenne, en atteignant Sarkozy on portait un coup à l'Union européenne tout en mettant en évidence la complicité qui existe entre les deux. De plus, c'était tenir compte que Sarkozy est minoritaire dans le pays, donc illégitime pour signer un traité et engager le destin de la population dans une voie qu'elle n'a pas choisie.

De fait, cela aurait permis aux travailleurs d'exprimer leur rejet pas seulement de l'Union européenne mais aussi de Sarkozy et sa politique qui est conforme à celle de l'Union européenne. D'une certaine manière, c'était faire d'une pierre deux coups et c'était plus pédagogique, car cela permettait de mettre en relief le fonctionnement antidémocratique des institutions de la Ve République, sachant que la majorité de la population était également hostile au traité de Lisbonne.

Partant du fait que c'est Sarkozy qui a signé ce traité conformément au pouvoir que lui octroie la Constitution de la Ve République, en permettant aux travailleurs de remettre en cause sa signature, c'était porter un coup aux institutions et remettre en cause la Constitution de la Ve République, le pilier de l'Etat bourgeois.

Le discours que Sarkozy a tenu devant les cadres de l'UMP et Barroso confirme le bien-fondé de cette proposition. Il a reconnu que « **si la Commission décide c'est parce que les chefs d'Etat et de gouvernement l'ont voulu ainsi** », ce qui est exact et signifie que ce sont bien les chefs d'Etat qui sont à l'origine de l'UE et non l'inverse, que rien ne serait possible sans eux, par conséquent, c'est bien contre eux qu'il faut engager le combat pour les empêcher de construire l'Union européenne.

Quant à la méthode Sarkozy face au rejet de l'Union européenne, il a dit « *On ne change pas les peuples, par définition ils ont raison, mais nous on doit changer* », traduisons, quoi que les peuples pensent on ne doit pas l'ignorer mais on ne doit pas en tenir compte comme ce fut le cas dans le passé, le rouleau compresseur est en marche et rien ne doit l'arrêter, ainsi l'exige l'impérialisme.

A titre d'exemple, il a rappelé qu'il avait « *été élu pour agir, pour conduire un mouvement de réformes sans précédent, je veux dire à nos partenaires que la France change et beaucoup plus vite qu'on ne le croit* », il en a voulu pour preuve qu'en France désormais « *les grèves personne ne le voit, on peut réformer les ports, on peut*

réformer profondément les 35 heures », il peut tout liquider grâce à la coalition UMP-PS et au soutien de l'ensemble des dirigeants syndicaux et des partis qui les soutiennent ou tiennent à les épargner. Jusqu'où et jusqu'à quand ?

Sarkozy a rappelé à juste titre que c'était lui qui décidait et non la Commission européenne. Sarkozy est minoritaire et illégitime, donc sa signature au bas du traité de Lisbonne est une forfaiture, un coup de force contre les intérêts de la majorité de la population.

(source : Reuters 05.07)